



HAL
open science

Notice pour le Maitron : Samuel Johsua

Florence Johsua

► **To cite this version:**

| Florence Johsua. Notice pour le Maitron : Samuel Johsua. 2024. halshs-04631123

HAL Id: halshs-04631123

<https://shs.hal.science/halshs-04631123>

Preprint submitted on 1 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Maitron

Samuel Johsua (dit Samy Johsua)

Né le 15 décembre 1946, à Alexandrie, en Égypte

Militant et dirigeant du Groupe 66 et du Mouvement du 11 mai à Marseille

Militant et dirigeant de Révolution !, de la Ligue communiste révolutionnaire, du Nouveau parti anticapitaliste, de la Gauche anticapitaliste, de Ensemble ! et de Ensemble insoumis.

Membre de la Gauche écosocialiste et du Conseil scientifique d'Attac

Pseudonyme militant : Mill

Samuel Johsua, dit Samy, est né le 15 décembre 1946, en Égypte, dans la communauté juive d'Alexandrie. Il est le cadet d'une fratrie de quatre enfants. L'aînée de la famille est morte nourrisson, puis en 1936 naît une fille, Esther, et en 1939 un fils, Isaac. Le père, Clément Johsua, est né au Caire. La mère, Louise Navaro, a quitté la Turquie, et sa ville d'origine près d'Izmir, pour rejoindre Alexandrie afin d'épouser Clément dans le cadre d'un mariage arrangé par sa famille. Les Johsua habitent dans le quartier Campo Cesari d'Alexandrie, où se mélangeaient alors les populations arabes et juives.



Source : Archives de la famille Johsua. Photographie prise à Alexandrie, en Égypte (non datée) : au premier plan en partant de la gauche, Samuel et Isaac, puis au second plan, Clément, Esther et Louise.

À la maison, Clément et Louise parlent ladino, et français avec leurs enfants, comme beaucoup de juifs séfarades à cette époque, soutenus par le réseau de l'Alliance française. Ils maîtrisent également quelques notions d'arabe, d'italien et de grec pour lui, de turc pour elle. La situation économique de la famille est modeste et les difficultés financières sont une source permanente de préoccupations. Louise a obtenu le certificat d'études français, mais ne travaille pas et se consacre à l'éducation des enfants. Clément, quant à lui, sait difficilement lire et écrire, et n'a aucune qualification. Il occupe donc des postes non qualifiés, mal rémunérés, et se retrouve régulièrement sans emploi. La seule solution est alors de solliciter la bienveillance de l'oncle Isaac – le frère de Louise – fondé de pouvoir à la banque Barclays, qui aide sa sœur par devoir familial, mais au prix de commentaires parfois acerbes. Les difficultés économiques de la famille sont récurrentes. Elles suscitent de l'inquiétude et un sentiment d'humiliation, qui se transformera pour Esther, Isaac et Samuel, sous l'effet de leur scolarisation à l'école française

Jabès¹, en un sentiment d'injustice. Ils ont tous les trois été scolarisés dans cette école francophone, « laïque, dont la majorité des élèves était juive »², tenue par deux sœurs du même nom influencées par les idées progressistes des Lumières et par un idéal républicain placé au centre de l'éducation. Les trois enfants s'investissent dans leurs études, ce qui, d'après Samuel, était le fruit de l'influence d'Esther : « Elle considérait que, quand on n'a pas d'argent, il faut être très fort à l'école. C'est elle qui m'a appris à lire et à écrire avant même d'aller à l'école. »³ Samuel grandit dans cette famille, influencé, d'une part, par la révolte de sa sœur Esther sur la question de la place des femmes dans la société égyptienne de l'époque, et d'autre part, par la puissante volonté d'émancipation de son frère Isaac. Lorsqu'éclate la guerre de Suez, en 1956, Samuel est âgé de 10 ans, Isaac et Esther ont respectivement 17 et 20 ans. De cette guerre, Samuel garde en mémoire quelques souvenirs marquants : le couvre-feu d'abord, avec, la nuit venue, des cris provenant de la rue : « Éteignez les lumières ! », puis l'ordre d'expulsion de Nasser, qui vise les étrangers et plonge ses parents dans un profond désarroi. La famille a quarante-huit heures pour quitter l'Égypte. Clément Johsua, en effet, a la nationalité française puisque son père, qui a fait son service militaire pour la France en Algérie, a été naturalisé français par le décret Crémieux⁴. Louise Navaro, quant à elle, est apatride. Pour eux, cet exil est un déchirement. Mais pour Esther et Isaac, bien au contraire, c'est la perspective d'une vie nouvelle qui se dessine. Clément et Louise se posent alors la question d'une émigration en Israël, mais Esther et Isaac insistent : ce sera la France, qu'ils perçoivent comme la voie vers la liberté, influencés qu'ils sont par les récits de la Révolution française, si présents au cours de leur scolarité à l'école Jabès. L'*Achilleus*, le bateau grec qui les mène en France, accoste le 3 janvier 1957 dans le port de Marseille. La famille Johsua, avec d'autres expulsés d'Égypte, est prise en charge par l'aide aux rapatriés. Un bus les transporte d'abord à Arles, puis après une longue attente par un froid glacial, jusqu'à la ville de Fontvieille, où la famille est logée dans un hôtel. Samy se remémore leur arrivée en France : « Il faisait très froid et on ne comprenait pas ce que les gens disaient... C'était une déception profonde parce qu'on était quand même francophones. » Après Fontvieille, la famille est encore déplacée à Arles, puis de nouveau relogée, cette fois à Marseille, dans un hôtel de la rue Sénac, « dans cette rue "des putes" » se souvient Samy, au grand désarroi de sa mère : « On était cinq dans une pièce, avec en principe l'interdiction de manger sur place, mais on le faisait quand même avec un réchaud à pétrole. Et une fois par semaine, on allait aux bains publics. Notre famille logeait dans un hôtel de passes, et ces femmes étaient très sympas avec nous, les enfants ». La famille Johsua bénéficie d'une aide d'État destinée aux rapatriés et entame des démarches pour démontrer qu'ils sont français, ne disposant que de documents du rabinat et du Consulat d'Alexandrie.

¹ Sur l'École française Jabès, voir le Bulletin de l'association pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Égypte, n° 95, octobre 2023, p. 5-6.

² *Ibid.*, p. 6.

³ Entretien avec Samuel Johsua, réalisé en 2021. Sauf mention contraire, les citations de la notice, signalées par des guillemets, sont tirées de cet entretien (voir *infra* : Sources).

⁴ Sur le décret Crémieux, voir, notamment, Lucette Valensi, *Juifs et musulmans en Algérie, VII^e – XX^e siècle*, Tallandier, 2018, p. 103-110.



Source : Archives de la famille Johsua. Photographie prise à Marseille (non datée) :
au premier plan en partant de la gauche, Samuel et Isaac, puis au second plan, Louise, Esther et Clément.

Une fois la famille installée à Marseille, les trajectoires des enfants diffèrent puisque Esther, qui avait déjà commencé à travailler à Alexandrie, trouve rapidement un emploi dans une compagnie aérienne, Air Afrique, afin de soutenir financièrement la famille. Isaac passe avec succès son Baccalauréat en 1957, puis poursuit ses études à Sciences Po Aix. Major de sa promotion en 1959, il obtient une bourse d'étude qui lui permet d'intégrer Sciences Po Paris en étant exonéré des frais d'inscription. Isaac continuera son parcours à Paris. Samy, quant à lui, est scolarisé en primaire, en classe de 7^{ème} (actuel CM2). Au vu de ses bons résultats, son instituteur insiste auprès de ses parents - et d'Esther qui a pris en charge le suivi scolaire du petit frère - pour qu'il tente le concours d'entrée en 6^{ème}, qu'il passe avec succès et c'est ainsi qu'il intègre le lycée Thiers. Dans cet établissement d'élite situé au centre-ville, près de la Canebière, sa perception des inégalités sociales va s'aiguiser. Samuel Johsua obtient une bourse, qui lui permet de suivre ses études et d'être un appui financier pour ses parents. En effet, les aides liées au statut de rapatriés ont cessé. C'est l'époque des grands ensembles et la famille Johsua se voit octroyer un prêt pour accéder à un logement à la cité Parc Bellevue, rue Félix Pyat, qui vient d'être construite. Samy se souvient de ce quatre pièces et de l'ascension sociale qu'il représente alors pour la famille : « C'était beaucoup mieux que ce que nous avons jamais eu auparavant : salle de bain, chauffage, tout confort, c'était un miracle sur terre ! ». La cité est située dans le quartier ouvrier de Saint-Mauront, où le Parti communiste français (PCF) est solidement implanté. Les soirées y sont aussi souvent émaillées de bagarres entre

bandes de jeunes. Cette socialisation à la violence de rue, dans l'enfance, trouve une traduction dans son parcours politique, en particulier dans les années 1960, marquées par des affrontements contre des groupes d'extrême droite. En effet, le contexte polarisant de la guerre d'Algérie se traduit, au lycée Thiers notamment, par des tensions fréquentes entre élèves autour de la question de l'indépendance algérienne, et Samy se confronte régulièrement à certains élèves gaullistes ou partisans de l'Algérie française. À la même époque, il se politise aussi sous l'influence de son frère, Isaac, et de sa sœur, Esther, déjà engagés à gauche, à l'Union des étudiants communistes (UEC, l'organisation étudiante du PCF) pour le premier et au Parti socialiste unifié (PSU) pour la seconde. En 1961 – Samy a alors 14 ans – éclate le coup d'État des Généraux à Alger, dont il se souvient comme d'un événement marquant dans son parcours : « Moi, ça a marché à 100 %, j'écoutais la radio, les déclarations du gouvernement, et je pensais que Hitler allait revenir. Il y a eu ce message de Michel Debré, alors Premier Ministre, qui déclare à la radio : "Descendez pour résister à pieds, à cheval, en voiture". De là, j'ai décidé de m'engager politiquement, parce que j'avais gardé cette idée banale que quand il y a les fascistes, on ne tergiverse pas, on fait front, et il faut y aller. » Ses origines juives éclairent la façon dont il vit alors ces événements : « Pour mon frère, ma sœur, et moi, les nazis et l'extermination des juifs, c'était la barbarie absolue. Chez mes parents c'était moins présent. Pour eux, comptait surtout la référence à Israël, même si Clément était proche des Arabes – il se vivait d'ailleurs comme un juif arabe. Il y avait cependant un enracinement profond de cette conception dans notre fratrie, avec l'idée qu'il y avait les mauvais – dont le summum était Hitler –, et puis les opprimés, et là-dedans il y avait les pauvres, les juifs bien sûr, et ceux qui voulaient leur émancipation coloniale, les arabes en faisaient partie ».

L'année 1961 constitue ainsi un moment fort de son processus de politisation. Il décide de s'engager au PCF à partir de cette date. À cette époque de formation politique, deux autres cadres de socialisation jouent un rôle important : le ciné-club qu'animent des enseignants politisés du lycée Thiers, un véritable « bouillon de culture de gauche », et l'aumônerie, où « l'on parle de tout sauf de religion » se souvient Samy. Cette dernière est tenue par l'abbé Charles Combaluzier, homme d'église et personnalité marseillaise marquante, engagé contre la guerre d'Algérie. Sa formation politique s'opère aussi dans sa section locale du PCF, dans le cadre des écoles de formation, fédérale et centrale, qui transmettent aux membres du Parti d'autres valeurs que celles valorisées dans les bandes du quartier : « Il avait d'abord l'école de section où l'on apprenait les bases : le travail salarié, le profit, le capital, *Le Manifeste*, et l'école fédérale – Lucien Sève s'en occupait à l'époque – et là, ça tapait assez haut, et c'étaient vraiment les militants ouvriers qui étaient là, pas des intellectuels. Ces écoles de formation ont été importantes parce que tout cela ne s'apprenait pas sur les bancs de l'école classique. Et c'est aussi dans ces écoles que j'ai commencé à développer une réflexion sur mes relations aux femmes. Moi, j'étais un petit loulou de quartier, assez macho. Dans mon quartier, il y avait une vision de conquête dans la drague. Quand j'ai lu le livre de Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, dans lequel il développe la méthode du matérialisme historique, j'ai découvert l'idée que l'égalité des hommes et des femmes faisait partie du communisme. Cela a bouleversé ma vision des choses. J'étais encore au lycée et, en deux ans, j'ai appris grâce à ces écoles du PCF des choses considérables ». Durant ses années d'études secondaires, sa socialisation politique se forge ainsi dans les écoles de formation du Parti communiste, et dans le contexte marquant de la guerre d'Algérie⁵. Le massacre d'État perpétré au métro Charonne le 8 février 1962⁶ demeure, pour Samy, un souvenir indélébile de cette époque, marquée ensuite par l'indépendance algérienne et le retour des rapatriés d'Algérie,

⁵ Le positionnement du PCF sur la guerre d'Algérie joue d'ailleurs un rôle important dans l'entrée en dissidence des futurs membres de l'opposition de gauche au sein de l'UEC, voir Sylvain Pattieu, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Syllepse, Paris, 2002.

⁶ Voir Alain Dewerpe, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Gallimard, 2006.

nombreux à Marseille. Élève brillant, Samy poursuit ses études et obtient son Baccalauréat en 1964, puis passe le concours d'entrée en classe préparatoire. Classé 36^e sur 200 admis, il continue sa formation au lycée Thiers, pour quelques mois seulement toutefois. Georges Lazzarino, alors secrétaire général des Bouches-du-Rhône du Parti communiste et responsable « aux intellectuels », lui demande d'intégrer plutôt l'université pour renforcer l'UEC. D'abord inscrit en DEUG de sciences, Samy Johsua passe une Licence en Chimie, puis sa Maîtrise en Chimie-Physique à la faculté des sciences Saint-Charles, où il découvre aussi une effervescence politique et les débats qui opposent Italiens, pro-Chinois, luxemburgistes, trotskystes... Membre de l'UEC, il s'engage également syndicalement à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), plus précisément dans sa section locale à Marseille, l'Association générale des étudiants de Marseille (AGEM). L'année 1965 est importante à plusieurs titres dans son parcours, personnellement tout d'abord, puisqu'il rencontre sa future épouse, Babette Johsua (née Sirvent, voir sa notice dans Le Maitron⁷), également militante de l'UNEF, et politiquement, avec les conséquences du congrès de l'UEC de mars 1965 :

« À l'issue du congrès de mars 1965, ponctué, comme le rapporte la presse, par les bagarres et les coups, l'équipe "italienne" est écartée et Guy Hermier devient secrétaire général. En janvier 1966, le cercle numériquement et symboliquement important de Sorbonne-Lettres est dissout après sa prise de position hostile à la candidature unique à gauche de François Mitterrand à la présidentielle de 1965. Enfin, au IX^e congrès d'avril 1966, c'est le cercle de l'UEC de la rue d'Ulm, très offensif à l'égard du comité central d'Argenteuil (...) qui est exclu. (...) Ainsi, dix ans après sa fondation, l'UEC est enfin devenue l'organisation satellite docile qu'elle était censée être. (...) Le 2 avril 1966, la réunion constitutive de la JCR rassemble la majorité des adhérents de l'UEC du secteur Lettres et différents groupes provinciaux d'oppositionalistes de l'UEC et de la JC. »⁸

À Marseille, la même année, des membres de cette opposition de gauche, dont Samy Johsua, fondent le « Groupe 66 », qui n'est composé à l'origine que de quatorze personnes. Samy en devient l'un des principaux dirigeants. Grâce au militantisme étudiant à l'AGEM, et à leur investissement en défense des luttes de libération nationale, notamment dans les mobilisations contre la guerre du Vietnam, le Groupe 66 recrute cependant rapidement. Il est composé de différents courants de la gauche radicale et crée ses propres écoles de formation, « beaucoup plus ouvertes que celles du Parti communiste, (...) qui voient émerger en quelques années une phalange de gens très formés, de cadres ». Ses membres contribuent à l'animation du Comité Vietnam national (CVN) local qui organise en 1967, en commun avec le Mouvement de la paix à Marseille, un grand meeting « 6 heures pour le Vietnam », salle Vallier, où se rassemblent plusieurs milliers de participants. Ses membres tentent également de s'adresser aux ouvrières et ouvriers en lutte et, avec davantage d'échos, à la jeunesse scolarisée. L'année 1968 s'annonce. Les événements du 22 mars à Nanterre, et leurs suites, se traduisent à Marseille par une forte mobilisation à la faculté des sciences Saint-Charles, où Samuel Johsua est étudiant (il termine alors sa Maîtrise en Chimie-Physique) et milite localement. Après l'occupation de la Sorbonne, un appel à une Assemblée générale (AG) est lancé à Saint-Charles pour le 7 mai 1968, également à destination de la faculté Saint-Jérôme, elle-même mobilisée. La présidence de l'université prévoit d'instaurer un contrôle des cartes d'étudiants, stratégie déjouée par les étudiants qui, organisant des chaînes humaines, bloquent les grilles de l'université et permettent ainsi à l'AG de se tenir dans le grand amphithéâtre. Samuel Johsua, déjà connu pour son

⁷ À paraître.

⁸ Frédérique Matonti et Bernard Pudal, « L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) », dans Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Les éditions de l'Atelier/éditions Ouvrières, 2008, p. 140-141.

engagement politique à la faculté des sciences Saint-Charles, et membre du tout nouveau Comité d'organisation et de liaison des étudiants révolutionnaires (COLER), s'y affirme comme l'un des principaux porte-parole des étudiants mobilisés. À l'époque, comme il le rappelle, « l'idée que l'AG soit souveraine n'existait pas, c'étaient les directions syndicales qui décidaient ». Le bureau de cette AG est d'ailleurs principalement composé de dirigeants syndicaux, de l'AGEM et du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP) alors dirigé à Saint-Charles par le PCF. Dans un climat électrique où les étudiants mobilisés font entendre leur voix, Samuel Johsua prend la parole pour réclamer : « Il faut faire grève ! Comme à Nanterre ! », mettant volontairement en avant l'éclectique Mouvement du 22 mars, loin d'une quelconque orthodoxie communiste. Son intervention est ovationnée et fait ainsi triompher une position radicale et mouvementiste, qui minorise le Parti communiste. L'AG de la faculté des sciences Saint-Charles vote la grève le 7 mai 1968. Le journal *Le Provençal* publie dans son édition du 8 mai 1968 un compte-rendu de cette journée, accompagné d'une photographie de l'estrade de l'amphithéâtre où se tient l'AG, où l'on aperçoit Samuel Johsua assis et intervenant au micro.



Pendant l'intervention d'un étudiant, réclamant des mesures plus radicales.

Source : *Le Provençal*, « Plus de mille étudiants tiennent un meeting agité à la Faculté des Sciences St-Charles », 8 mai 1968, p. 3 ; Bibliothèque nationale de France (BNF), site François Mitterrand, cote JOB 31, Mai-Juin 1968.

Le processus de politisation qui s'opère dans le cours des événements sidère Samy Johsua : « Je découvre tout ce que j'avais lu chez Rosa Luxemburg, chez Lénine, c'est-à-dire que quand ça se passe, les choses évoluent à une vitesse inimaginable, les personnes ne sont plus les mêmes l'heure d'après. (...) J'en ai été stupéfait ! ». Dès le 8 mai 1968, les étudiants décident d'une grève active, avec occupation de la faculté et la tenue de deux AG quotidiennes. La position géographique de Saint-Charles dans la cité phocéenne, au centre-ville, favorise les échanges entre étudiants et lycéens. Ces derniers s'auto-organisent mais participent également aux AG étudiantes à Saint-Charles. Le lycée Thiers, très mobilisé, est rebaptisé lycée Commune de Paris. Rapidement, étudiants et lycéens se mobilisent ensemble. Samy Johsua rappelle également la place des femmes dans le mouvement : « Il y avait autant de femmes que d'hommes, elles faisaient les mêmes tâches, elles étaient aux réunions, discutaient. Mais le plafond de verre, c'était la prise de parole publique. Les filles sont venues des lycées, nombreuses, mais pas au point d'être dans les journaux, d'être en avant en AG, là ce n'était quasiment que des hommes ». La mobilisation étudiante à Marseille prend une nouvelle tournure après la première « nuit des barricades », qui se déroule du 10 au 11 mai 1968 à Paris. Le lendemain, suite à l'ordre de grève générale intersyndicale lancé pour le 13 mai, l'AG de

Saint-Charles vote la destitution de la présidence d'université et proclame la fondation d'une « Université autonome démocratique et populaire ».

Le groupe COLER se renomme « Mouvement du 11 mai » (en écho au Mouvement du 22 mars) avec l'objectif de rassembler lycéens, étudiants, enseignants et jeunes travailleurs. Au fil des mobilisations de mai-juin 1968, le Mouvement du 11 mai acquiert un rôle moteur et une position dominante sur le campus d'Aix-Marseille⁹. Et comme l'indiquent Laure Fleury et Isabelle Sommier, à ce titre, il fait l'objet d'une surveillance particulière de la part des renseignements généraux marseillais qui, dès le mois de novembre 1968, lui consacrent un rapport détaillé dans lequel on peut lire : « Le “Mouvement du 11 mai” est le cerveau du Mouvement révolutionnaire étudiant à Marseille. Il est composé d'éléments révolutionnaires de tendances diverses (pro-chinois, trotskyste, castriste, PSU). [...] L'action se traduit par : des assemblées générales, organisées à la faculté des sciences Saint-Charles, au cours desquelles sont débattus les problèmes de la participation et condamnés “l'Université bourgeoise, la loi Faure et la société capitaliste” [...]. Il en ressort que le “Mouvement du 11 mai” est “un mouvement de masse d'avant-garde, œuvrant pour la révolution prolétarienne et le socialisme”. Les structures sont celles “des Comités d'action permanents, doublés sur une base géographique des Comités de quartier et sur une base socioprofessionnelle des Comités d'action étudiants, lycéens et sur les entreprises” [...] ; des distributions de tracts, dont aucun jusqu'à présent ne contient des éléments constitutifs de délit ; des appositions d'affiches à caractère subversif, au cours du mois d'octobre 1968 : parodiant la sélection universitaire ; parodiant l'expansion ; condamnant la répression policière ; dénonçant le capitalisme, le chômage”. Le rapport poursuit sur les comités d'action lycéens (CAL) dont le Mouvement du 11 mai serait l'animateur principal »¹⁰. La surveillance policière des organisations d'extrême gauche, qui s'accroît à partir de mai-juin 1968, pousse certains membres du Groupe 66, dont Samuel Johsua, à entrer en semi-clandestinité : ils sont hébergés hors de leurs domiciles tout en continuant de participer activement aux mobilisations.

Les étudiants mobilisés défilent sous leur banderole dans l'immense manifestation du 13 mai 1968, constituée pour l'essentiel de travailleurs et travailleuses grévistes. Suite à la grève générale du 13 mai, les étudiants mobilisés de la faculté Saint-Charles votent une motion de soutien à la grève et décident de constituer leur propre Conseil d'université, avec des représentants élus par la base au sein d'une assemblée générale des délégués d'amphi. L'élection des délégués a lieu le 24 mai 1968, et « la liste conduite par Samuel Johsua [...] l'emporte haut la main par 117 voix sur 190 inscrit.e.s »¹¹. La première décision du nouveau Conseil de l'université autonome démocratique et populaire est de repousser les examens. Dès lors, l'AG des étudiants s'ouvre à de nouveaux participants, de jeunes travailleurs, quelques ouvriers et des employés de la Sécurité sociale et de la santé notamment, qui viennent débattre de la réforme de l'université. La tentative du PCF de reprendre l'initiative en soutenant l'idée d'un « gouvernement populaire »¹² radicalise encore davantage le mouvement étudiant à

⁹ Voir Laure Fleury et Isabelle Sommier, « Les luttes des gauches alternatives », dans Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.), *Marseille années 68*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 256. Le campus d'Aix-Marseille rassemble la faculté des sciences de Saint-Charles à Marseille et celle des Lettres à Aix-en-Provence.

¹⁰ Rapport des Renseignements Généraux (Archives départementales des Bouches-du-Rhône, cote 135 W 124) cité par Laure Fleury et Isabelle Sommier, « Les luttes des gauches alternatives », *op. cit.*, p. 256-257.

¹¹ D'après un télégramme du service régional des Renseignements généraux (RG) à la direction des RG, le 24 mai 1968, voir : Laure Fleury et Isabelle Sommier, « Les luttes des gauches alternatives », *op. cit.*, p. 256.

¹² Voir, notamment, Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, éditions de l'Atelier/éditions Ouvrières, 2008 ; Claude Pennetier, « PCF et CGT face à 68 », dans Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68. Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, p. 336-348 ; Danielle Tartakowsky, « Le PCF en Mai-Juin 1968 », dans René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost, Danielle Tartakowsky (dir.), *1968. Exploration du mai français*, Paris, L'Harmattan, 1992, tome 2, p. 141-163 ; Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

Marseille. La question des relations avec le PCF divise la base des étudiants mobilisés – hostile aux communistes – et les cadres du Groupe 66 qui, défendant une position de Front unique, plaident malgré tout pour leur accueil à l’université. Une conférence est finalement organisée à la faculté Saint-Charles par le PCF, animée par Lucien Sève, mais chahutée par les étudiants présents, dont Samy Johsua. Quant aux tentatives de ces derniers pour prendre contact avec des ouvriers dans les entreprises en grève, elles se soldent généralement par des échecs. La tension monte également du côté des opposants au mouvement populaire. Le 24 mai 1968, le Service d’action civique (SAC) de Marseille établit une liste de militants de gauche à arrêter et parquer dans des stades, sur laquelle figure Samy Johsua¹³.

Face à la réaction gaulliste et l’annonce le 30 mai par le général de Gaulle de la convocation d’élections législatives, Samy Johsua participe avec ses camarades du Groupe 66 à la création de collectifs étudiants-travailleurs, qui sont coordonnés par Babette Johsua, rentrée des États-Unis. Face au reflux concomitant de la mobilisation étudiante, le Groupe 66 prône l’arrêt de l’occupation de la faculté. Leur analyse pointe le manque d’un véritable parti révolutionnaire et l’urgence de se lier davantage aux travailleurs. Au mois de juin 1968, son frère, Isaac, membre de la direction de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), est arrêté à Paris pour reconstitution de ligue dissoute et incarcéré à la prison de la Santé, où il passera l’été avec Alain Krivine, Pierre Rousset et d’autres camarades. Ce même été 1968, le mouvement du 11 Mai se transforme en une nouvelle organisation, Révolution !, qui trouve son origine à Marseille. Rapidement, ses militants se rapprochent de la minorité qui s’est constituée à l’occasion du congrès de fondation de la Ligue communiste en avril 1969, emmenée par Isaac Johsua et Henri Maler (pseudonymes Créach et Rivière) :

« Parce qu’on partageait cette idée qu’après Mai 68, on ne pouvait pas se contenter de quelque chose qui reprenne l’héritage de la IV^e Internationale, et qu’il fallait quelque chose qui soit à la fois plus vaste sur le plan des positionnements théoriques, notamment plus ouvert par rapport à la Chine, à Cuba, tous ces trucs-là, et aussi sur les formes elles-mêmes, avec une insistance plus grande sur les nouvelles formes d’organisation, les comités d’action dans les entreprises, par exemple, ce qui nous faisait taxer d’antisyndicaux ; c’est pas tout à fait vrai, mais l’idée c’était d’être un pas en avant par rapport à la remise en cause des syndicats tels qu’ils étaient. (...) On voulait une nouvelle Internationale. Et assez rapidement, intervient en 1971 la scission de la Ligue communiste, avec le départ des minoritaires et la fondation de Révolution ! au niveau national, qui constitue une organisation très active, minoritaire dans l’extrême gauche mais majoritaire à Marseille. »

Durant toute cette période, Samy Johsua est un militant particulièrement surveillé par les renseignements généraux marseillais, comme l’ont souligné Laure Fleury et Isabelle Sommier :

« Samuel Johsua (...) est de toute évidence le militant auquel les RG de Marseille consacrent le plus grand nombre de notices, jusqu’à le qualifier, avec d’autres, de "terroriste international". Un rapport sur la "Situation actuelle des leaders révolutionnaires de 1968, leurs activités dans le domaine politique et leur influence" daté du 24 janvier 1972 rappelle son parcours biographique [...] et [le qualifie de] militant : "fer de lance" de l’action révolutionnaire depuis 1968, fondateur des comités d’action étudiants-travailleurs et du groupe Révolution !, "président de l’UNEF gauchiste et de l’AGEM", gardant "la main mise sur les comités d’action lycéens", membre du comité de soutien à la lutte du peuple palestinien, membre du Secours rouge "dont il est le principal animateur". Il donne ensuite quelques clefs interprétatives de son

¹³ Une affaire révélée par le journal *Libération* le 4 mars 1974.

"influence sur les milieux universitaires [qui] est due surtout à sa forte personnalité, à son dynamisme et peut-être aussi à une certaine honnêteté intellectuelle. Très actif, Johsua n'hésite pas à payer de sa personne". Avant de conclure : "En cas de troubles, Johsua serait l'élément le plus dangereux du mouvement révolutionnaire à Marseille. " »¹⁴

Depuis sa création à l'été 1968 jusqu'à sa dissolution en 1979, Samy Johsua fait partie de la direction politique de Révolution ! À ce titre, il suit les différentes activités de l'organisation. Dans la première moitié des années 1970, le groupe Révolution ! marseillais maintient une implantation estudiantine et développe son implantation ouvrière. Syndicalement, ses membres investissent en particulier la CFDT – la CGT, encore hégémonique à Marseille, demeurant très hostile aux formations d'extrême gauche. Révolution ! s'investit également activement dans les luttes de l'immigration. Cet engagement est lié à la sociologie de Marseille, « cité portuaire considérable, [elle] fut et reste encore après la désagrégation de l'empire un lieu de passage incontournable et une ville centrale de l'immigration »¹⁵. Il s'explique aussi par le poids des pieds-noirs et en réaction aux violences racistes qui frappent durement la cité phocéenne en 1973¹⁶. Le groupe développe, dès l'après-Mai-Juin 68, une activité importante en soutien « des personnes originaires d'Afrique subsaharienne et favorise en ce sens la création du groupe Révolution Afrique (1969-1982) animé notamment par Mamadou Konté »¹⁷. Certain·e·s militant·e·s participent également au Mouvement des travailleurs arabes (MTA) marseillais qui « rassemble des étudiant·e·s et des ouvrier·e·s. Après Paris, il représente la deuxième place forte du mouvement »¹⁸. Révolution ! participe également à la création des Comités Palestine qui « se mobilisent sur les conditions de logement, de travail, de séjour, mais aussi sur les violences racistes qui prennent pour cible les Maghrébin·e·s »¹⁹. Enfin, Révolution ! se montre perméable aux revendications émergeant dans l'après-1968. À Marseille, parmi les gauches alternatives, « Révolution ! apparaît comme l'organisation la plus engagée sur et avec les féministes (...). Le premier numéro du journal de Révolution ! parle en mars 1971 du droit à l'avortement. L'organisation met par ailleurs en place l'année suivante une commission femmes dirigée par l'épouse de Samuel Johsua, Babette, ainsi qu'un secteur femmes, au même titre qu'existe depuis l'origine du groupe un secteur étudiant »²⁰. Au sein de Révolution !, les premières réunions non mixtes se tiennent à partir de 1971, puis est créé « le groupe "Femmes travailleuses en lutte", adossé à partir du 10 mai 1974 à la publication *Femmes en lutte*, bulletin de liaison des groupes femmes. »²¹ Certain·e·s militant·e·s s'engagent également au sein du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC). Et à partir de sa création en novembre 1976, certain·e·s de ses membres s'investissent dans le Groupe de libération homosexuelle (GLH) de Marseille²². Cet engagement n'allait alors pas de soi. Comme le rappelle Samy Johsua, « l'homosexualité était encore une question taboue dans la société, et chez nous aussi finalement », comme dans beaucoup d'organisations d'extrême gauche à cette époque. La première moitié des années 1970 est également marquée par une

¹⁴ Laure Fleury et Isabelle Sommier, « Les luttes des gauches alternatives », *op. cit.*, p. 258.

¹⁵ Rachida Brahim et l'équipe marseillaise du collectif Sombrero, « L'antiracisme politique à Marseille, 1968-1983 », dans Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.), *Marseille années 68*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 315.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*, p. 329. Voir également Gilles de Staal, *Mamadou m'a dit. Les luttes des foyers, Révolution Afrique, Africa fête...*, Paris, Syllepse, 2008.

¹⁸ Rachida Brahim *et al.*, « L'antiracisme politique à Marseille, 1968-1983 », *op. cit.*, p. 340.

¹⁹ *Ibid.*, p. 333.

²⁰ Laure Fleury et Isabelle Sommier, « Les luttes des gauches alternatives », *op. cit.*, p. 307.

²¹ *Ibid.*

²² Voir Lucie Bargel et Olivier Fillieule, « Les féministes de la deuxième vague à Marseille », dans Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.), *Marseille années 68*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 377-491.

activité antimilitariste. Samuel Johsua participe dans ce cadre, les 13 et 14 juillet 1974, au rassemblement organisé à Tourtour, village perché sur les hauteurs de l'arrière-pays varois, près du camp militaire de Canjuers, qui réunit plusieurs milliers de personnes. Révolution ! est également présente dans les comités Larzac et ceux en soutien de la lutte autogestionnaire des Lip. Par ailleurs, son activité internationaliste l'amène à entretenir des liens avec d'autres organisations de gauche radicale de par le monde, en particulier Democrazia Proletaria en Italie, Bandera Roja en Espagne, et le Mouvement de la Gauche Socialiste (MES) au Portugal, où éclate la révolution des Œillets le 25 avril 1974. Samy Johsua y est envoyé à l'été 1975, officiellement au nom du journal de Révolution ! C'est alors le sommet des affrontements entre les secteurs révolutionnaires, en particulier adossés au Mouvement des forces armées (MFA), et les secteurs réactionnaires ou progressistes mais opposés à une radicalisation du processus révolutionnaire, en particulier le Parti socialiste. En novembre 1975, un coup d'État met fin aux espoirs révolutionnaires, et Samy Johsua est exfiltré clandestinement pour revenir en France.

La première moitié des années 1970 est également une période importante à titre personnel puisque Samuel se marie civilement avec Babette en 1970. Leurs deux enfants, Emmanuelle et Nicolas, naissent en 1971 et 1975. Quant à Louise et Clément, les parents de Samy, ils décèdent en 1973 et 1975. Du point de vue professionnel, Samuel Johsua est recruté comme assistant délégué au cours de son Diplôme d'études approfondies (DEA) de Physique théorique mené durant l'année académique 1968-1969 à la Faculté des sciences, site de Luminy, à Marseille. À la rentrée universitaire 1969, il est recruté comme assistant en physique, puis en 1982, devient maître assistant.

Du point de vue militant, l'amorce du reflux des luttes sociales et politiques de l'après-1968, perceptible dès le milieu des années 1970, se traduit par un ralentissement de l'activité de Révolution ! En 1976-1977, la famille Johsua monte de Marseille s'installer à Montfermeil, dans la banlieue parisienne, dans l'objectif de renforcer sa direction politique. La stratégie de fusion avec la Gauche ouvrière et paysanne (GOP) et le Parti d'unité populaire (tous deux issus du PSU), qui conduit à la formation de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) en décembre 1976, ne permet cependant pas d'enrayer la crise qui conduit finalement, en 1979, à la dissolution de l'OCT. Son dernier congrès voit la constitution de deux courants, dont une partie du second, majoritaire, s'engage dans un processus de fusion-intégration avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR)²³. Isaac Johsua à Paris²⁴, Samuel et Babette Johsua de retour à Marseille, en font partie ; ces derniers resteront engagés à la LCR jusqu'à sa dissolution et la fondation du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en 2009.

La vague contestataire des « années 68 » prend fin avec la décennie 1980, en particulier après la victoire de François Mitterrand en mai 1981, et l'arrivée du Parti socialiste au pouvoir. Le « débordement »²⁵ espéré par les militants des gauches radicales ne se produit pas. S'ouvre alors une période de crise, pour la LCR comme pour un grand nombre d'organisations politiques d'extrême gauche qui subissent ce retournement de conjoncture politique : leurs effectifs diminuent et leur implantation sur le territoire recule. À cette crise des organisations

²³ Le courant 4 de l'OCT, voir « Dans le cadre du processus de fusion : réponse à la LCR par le courant 4 de l'OCT », juillet 1979 (14 p.).

²⁴ En tant qu'un des principaux dirigeants de Révolution !, Isaac Johsua mène le processus de fusion-intégration du courant 4 de l'OCT à la LCR dans l'objectif de sauvegarder les forces militantes, mais ne restera pas engagé à la LCR, qu'il quitte quelques mois plus tard, tout en restant un compagnon de route.

²⁵ La direction de la LCR analyse alors la victoire de la gauche comme la résultante d'une puissante vague de contestation sociale et d'aspiration à un changement radical de la société. Jugeant le programme socialiste très en deçà des aspirations populaires, elle considère que François Mitterrand décevra et qu'il sera emporté par un « débordement » populaire.

s'ajoute celle du corpus référentiel qui leur était associé : l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme et l'internationalisme sont autant de schèmes discursifs de plus en plus difficilement mobilisables²⁶. Les années 1980 sont, d'après Samy Johsua, « la première décennie qui a vraiment détruit la gauche », mais cette période constitue également une période de reconfiguration programmatique, de réélaboration des formes du militantisme et des modalités d'intervention politique²⁷. Elle est ponctuée par quelques mobilisations importantes, en particulier l'année 1983, la Marche pour l'égalité et contre le racisme²⁸, qui a laissé un souvenir marquant mais amer à Samy Johsua :

« C'est une bataille qui a commencé fin 1970-début 1980, qui consistait à acter le fait que ce qu'on a appelé la deuxième génération resterait ici, et donc qu'il fallait se battre pour l'amélioration des conditions d'existence en France, pour eux et pour leurs parents, donc ça portait aussi sur la carte de séjour. Il y avait la nécessité qu'il y ait une expression particulière de cette génération. Lors d'une réunion préparatoire, je me souviens avoir proposé le slogan : "Première, deuxième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés !" ²⁹. Nous, la Ligue, on soutient alors matériellement et politiquement l'initiative de la Marche. C'est une génération entière qui s'est tournée vers la République, et la République leur a répondu "non"... Et c'est quelque chose qu'on paie encore aujourd'hui. »

Ainsi durant ces années 1980, et malgré quelques initiatives politiques importantes, « c'est difficulté sur difficulté. À Marseille, on avait Bernard Tapie et le Front national (FN) : le populisme d'un côté, les fachos de l'autre. » Professionnellement, ces années sont toutefois importantes pour Samuel Johsua puisqu'elles correspondent à une réorientation de ses travaux de recherche, qui contribuent à la création d'une nouvelle discipline, la didactique de la physique. L'été 1980, Samuel Johsua suit un stage de didactique, non limité aux questions pédagogiques. Ses travaux s'engagent alors dans cette direction. En 1982, il obtient un doctorat de 3^e cycle intitulé « Propositions pour une introduction de la notion de potentiel en électrocinétique », puis soutient en 1985 sa Thèse d'État sous le titre « Contribution à la délimitation du contraint et du possible dans l'enseignement de la physique ». Les perspectives que dessine la didactique des sciences se traduisent par l'ouverture de postes en sciences de l'éducation à l'université et Samuel Johsua est recruté comme Professeur des universités à l'Université d'Aix-Marseille en 1993.

À Marseille, la volonté de construire une opposition à Bernard Tapie amène la LCR à participer à une initiative électorale, lancée par Guy Hermier, de constitution d'une liste commune aux élections municipales de 1995. Elle rassemble des membres du PCF, de la LCR et des militants locaux non encartés. Samuel Johsua, qui est alors membre du Comité central de la LCR, y figure pour ce parti. Il est ainsi élu conseiller pour les 15^e et 16^e arrondissements, le 8^e secteur de Marseille, dans les quartiers nord de la ville où il s'est installé avec sa famille depuis 1978. Il siège au bureau municipal de la majorité de 1995 à 2001. Cette expérience d'élus de terrain est particulièrement formatrice : « Durant six ans, ça m'a appris "le peuple", le vrai parce que, quand on est élu municipal, c'est un lien aux problèmes des gens qui est absolument incomparable et cette expérience m'a ouvert des horizons considérables. »

²⁶ Florence Johsua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015, p. 256.

²⁷ *Ibid.*, p. 95-155.

²⁸ Voir Abdellali Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.

²⁹ Sur ce point, l'entretien avec Samuel Johsua est l'unique source.

Son inscription dans la vie phocéenne passe aussi par un autre engagement. Samy Johsua est un supporter de longue date de l'Olympique de Marseille (OM). Tout jeune, ses maigres économies lui servent à payer ses places en virage. Plus tard, après la naissance de ses enfants qu'il emmène au stade Vélodrome, ce seront des abonnements à l'année, aux South Winners : « Une sorte de demi-trahison, puisque jusque-là, enfant des quartiers nord, j'allais au virage nord... Mais les South Winners avaient un engagement antiraciste assumé et contre le FN ». Cet engouement footballistique participe chez Samy Johsua de sa relation au populaire et à Marseille.

La seconde moitié des années 1990 voit un renouveau des gauches radicales. Une dynamique se dessine sous l'effet de l'expérience zapatiste au Mexique, de l'essor de l'altermondialisme, puis en 1998, en France, la création de l'association Attac – dont Samy Johsua est un des membres fondateurs, prenant en charge les questions d'éducation –, et au niveau international, l'organisation des Forums sociaux, qui redonnent de la vitalité aux gauches alternatives. En 2002, Samy participe en tant que délégué d'Attac au second Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil, puis au Forum social européen de Florence en Italie, et enfin, à celui de Saint-Denis en 2003. C'est dans ce cadre que s'ouvre la discussion sur l'élection présidentielle de 2002. Ce nouveau contexte politique est en effet porteur pour la LCR, dont les membres ont été très investis dans le mouvement social de novembre-décembre 1995 et dans la mouvance altermondialiste. La dynamique militante qui s'esquisse alors convainc une partie de sa direction, dont Samuel Johsua, de la nécessité de s'imposer aussi sur la scène électorale :

« Je bataille pour convaincre qu'il faut se présenter en 2002 à l'élection présidentielle. Alain Krivine, qui soutient ce projet, est convaincu qu'il faut un jeune, du renouveau, il nous parle d'Olivier Besancenot, qui est alors son attaché parlementaire au Parlement européen. La LCR soutient cette décision et on finit par obtenir les signatures nécessaires. Je fais partie de l'équipe autour d'Olivier Besancenot pour préparer la campagne. À la fin, on sent une réelle dynamique, il monte dans les sondages, ses interventions dans les médias font un tabac et celles des militants sur le terrain rencontrent un bel écho, et on gagne notre pari : Olivier Besancenot remporte 4,25 % des suffrages exprimés, un bon score pour notre organisation. »

La LCR se renforce avec cette campagne présidentielle et dans le cadre des mobilisations contre le Front national (FN), qu'elle appelle à rejoindre dès le soir de l'annonce des résultats du premier tour. L'après-21 avril 2002 est marqué par un afflux de nouveaux militants, qui double ses effectifs en quelques mois. Ce développement se prolonge avec la campagne pour un « Non de gauche » au Traité constitutionnel européen de 2005, qui voit la création de nombreux collectifs antilibéraux sur le territoire. La question de la traduction politique à donner à cette dynamique militante se pose et, suivant en cela la formule de Daniel Bensaïd, « Nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti », le projet de fondation d'un Nouveau parti anticapitaliste (NPA) prend naissance.

D'après Samy Johsua, l'idée d'un rassemblement large de toutes et tous les anticapitalistes séduit à l'origine, puisque le NPA, fondé en 2009, atteint presque 10 000 membres à sa fondation³⁰. Selon lui, « le moment le plus productif et créatif a eu lieu avant la fondation du NPA, du point de vue des élaborations politiques et théoriques, des mises en commun de contenus un peu différents », mais souligne-t-il, « le lancement se fait sans se débarrasser complètement d'un point de vue étroit quant à la refondation de la gauche et dans une période de dégradation mondiale des rapports de force pour les issues anticapitalistes ». Rapidement,

³⁰ La LCR en comptait environ 3000 à l'époque.

des divisions se font jour, en particulier quant à l'attitude à adopter vis-à-vis du Front de Gauche nouvellement lancé par le PCF et le Parti de Gauche initié par Jean-Luc Mélenchon. Lors de l'élection présidentielle de 2012, une forte minorité du NPA, regroupée essentiellement au sein de la tendance dite "Gauche Anticapitaliste", est favorable à un soutien à la première candidature de Jean-Luc Mélenchon. Samy Johsua est un des animateurs de ce courant, qui quitte collectivement le NPA et participe, en novembre 2013, à la constitution d'Ensemble!, qui deviendra la troisième composante du Front de Gauche. C'est au nom d'Ensemble! que Samy Johsua se présente à Marseille lors des élections municipales de 2014 comme tête de liste Front de Gauche pour les arrondissements 13 et 14 des quartiers nord. Il est élu mais pour la première fois, le maire de ce secteur est un dirigeant du FN, Stéphane Ravier. S'en suivront six années de confrontation en conseil d'arrondissements entre ce dernier et Samy Johsua, élu de l'opposition Front de Gauche³¹. En 2016 et 2017, Samy Johsua seconde l'initiative impulsée, entre autres, par Babette Johsua pour donner aux habitant·e·s du secteur la possibilité d'organiser de vastes rassemblements dans le cadre de « Fêtes du Vivre Ensemble »³².

En février 2018, avec une partie du mouvement Ensemble!, alors nommé Ensemble insoumis, Samy Johsua rejoint la France insoumise (FI) et s'engage dans un groupe d'action de cette formation dans les quartiers nord de Marseille. L'élection présidentielle de 2022 voit la disparition d'Ensemble insoumis et la création de la Gauche écosocialiste qui prend sa suite. Samy Johsua fait partie de cette formation, membre de la FI, et milite en particulier pour un fonctionnement plus démocratique de cette organisation³³, ainsi que pour le maintien de la perspective d'une gauche rassemblée autour d'un « programme de rupture avec le capitalisme et contre toutes les oppressions ». Samy Johsua a soutenu la Nupes, lancée dans la foulée de l'élection présidentielle de mai 2022. Il est désormais militant de son groupe d'action, mais a abandonné le militantisme au niveau national. Il demeure cependant convaincu de la nécessité de « trouver les voies pour que la gauche se dote d'un appareil politique regroupé, plus vaste » dans un contexte qu'il reconnaît difficile, où « l'idée même du socialisme a disparu de la surface de la terre ». Quoi qu'il en soit, Samy Johsua continue de prôner la persévérance dans l'activité politique et l'importance du principe espérance³⁴ :

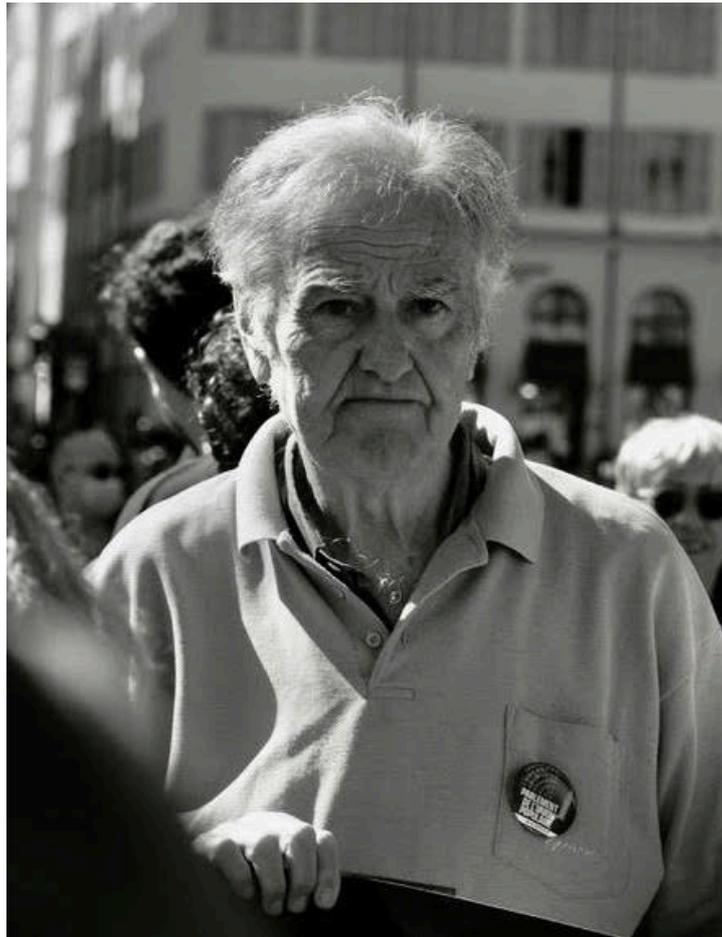
« Le livre de Jacques Rancière, *La nuit des prolétaires*, est remarquable de ce point de vue. Il montre que malgré les difficultés, les situations matérielles catastrophiques, les prolétaires des années 1830 s'éduquaient, se rencontraient, continuaient à élaborer une nouvelle société. Même après la Commune de Paris, on a connu des périodes très dures, mais jamais l'espoir n'a disparu. Aujourd'hui, il faut reconstruire une perspective politique. Mais pour avoir un programme enthousiasmant, il faut d'abord une remontée des mobilisations dans les masses, et pour cela il faut la conviction qu'un monde meilleur est possible. Il faudra bien que ça démarre quelque part, et ça viendra des jeunes générations, ça c'est certain ! »

³¹ Voir, notamment, Louise Fessard, « Ravier (FN) : "Vous n'allez pas à Londres au moins ? ", *Mediapart*, 1^{er} décembre 2014 ; Samuel Johsua, « Le FN tel qu'en lui-même », *Blog Mediapart*, 19 février 2015.

³² Voir le compte-rendu qu'en donne Samy Johsua dans son Blog Mediapart : <https://blogs.mediapart.fr/samy-johsua/blog/250516/grand-succes-de-la-fete-de-la-fraternite-marseille>.

³³ Voir Manuel Cervera-Marzal, *Le Populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.

³⁴ Ernst Bloch, *Le Principe espérance* (trad. de l'allemand par Françoise Wuilmart), 3 vols, Gallimard, Paris, 1976-1991 [1959].



Samuel Johsua portant une banderole lors du défilé du 1^{er} mai 2022 à Marseille (© Bernard Bœspflug).

Sources :

Entretiens avec Samuel Johsua, réalisés par Florence Johsua, à son domicile à Marseille : n° 1/4 le 21 avril 2021 (durée 1h48), n° 2/4 le 22 avril 2021 (durée 1h58), n° 3/4 le 26 avril 2021 (durée 2h13), n° 4/4 le 4 août 2021 (durée 1h31).

Journal *Le Provençal*, Bibliothèque nationale de France (BNF), site François Mitterrand, cote JOB 31, Mai-Juin 1968.

Bibliographie :

Philippe Artières et Franck Veyron (dir.), *Ripostes ! Archives de luttes et d'actions (1970-1974)*, Paris, CNRS Éditions, 2023.

Ernst Bloch, *Le Principe espérance* (trad. de l'allemand par Françoise Wuilmart), 3 vols, Gallimard, Paris, 1976-1991 [1959].

Rachida Brahim et l'équipe marseillaise du collectif Sombbrero, « L'antiracisme politique à Marseille, 1968-1983 », dans Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.), *Marseille années 68*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 315-376.

Bulletin de l'Association pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Égypte, n° 95, octobre 2023.

Manuel Cervera-Marzal, *Le Populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.

Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, éditions de L'Atelier/éditions Ouvrières, 2008.

Alain Dewerpe, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Gallimard, 2006.

Laure Fleury et Isabelle Sommier, « Les luttes des gauches alternatives », dans Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.), *Marseille années 68*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 231-313.

Abdellali Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.

Florence Johsua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015.

Frédérique Matonti et Bernard Pudal, « L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) », dans Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Les éditions de l'Atelier/éditions Ouvrières, 2008, p. 130-143.

Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Syllepse, Paris, 2002.

Claude Pannetier, « PCF et CGT face à 68 », dans Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68. Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, p. 336-348.

Danielle Tartakowsky, « Le PCF en Mai-Juin 1968 », dans René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost, Danielle Tartakowsky (dir.), *1968. Exploration du mai français*, Paris, L'Harmattan, 1992, tome 2, p. 141-163.

Lucette Valensi, *Juifs et musulmans en Algérie, VII^e – XX^e siècle*, Tallandier, 2018.

Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

Florence Johsua

Maîtresse de conférences en science politique, Université Paris Nanterre
Chercheuse à l'Institut des Sciences sociales du Politique (ISP-CNRS UMR 7220)